

03

Travail et rémunération

166-1401

Evolution des salaires 2014



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'intérieur DFI
Office fédéral de la statistique OFS

Neuchâtel 2015

La série «Statistique de la Suisse»
publiée par l'Office fédéral de la statistique (OFS)
couvre les domaines suivants:

- 0** Bases statistiques et généralités
- 1** Population
- 2** Espace et environnement
- 3** Travail et rémunération
- 4** Economie nationale
- 5** Prix
- 6** Industrie et services
- 7** Agriculture et sylviculture
- 8** Energie
- 9** Construction et logement
- 10** Tourisme
- 11** Mobilité et transports
- 12** Monnaie, banques, assurances
- 13** Protection sociale
- 14** Santé
- 15** Education et science
- 16** Culture, médias, société de l'information, sport
- 17** Politique
- 18** Administration et finances publiques
- 19** Criminalité et droit pénal
- 20** Situation économique et sociale de la population
- 21** Développement durable et disparités régionales et internationales

Evolution des salaires 2014

Résultats commentés et tableaux

Rédaction Thérèse Jeanloz

Editeur Office fédéral de la statistique (OFS)

Editeur: Office fédéral de la statistique (OFS)

Complément d'information: Section des salaires et des conditions de travail, secrétariat, OFS, tél. 058 463 64 29, lohn@bfs.admin.ch

Auteur: Thérèse Jeanloz

Réalisation: Thérèse Jeanloz

Diffusion: Office fédéral de la statistique, CH-2010 Neuchâtel,
tél. 032 713 60 60, fax 032 713 60 61, order@bfs.admin.ch

Numéro de commande: 166-1401

Prix: 5 francs (TVA excl.)

Série: Statistique de la Suisse

Domaine: 3 Travail et rémunération

Langue du texte original: Français

Page de couverture: OFS; concept: Netthoevel & Gaberthüel, Bienne; photo: © jeremias münch – Fotolia.com

Graphisme/Layout: Section DIAM, Prepress/Print

Copyright: OFS, Neuchâtel 2015
La reproduction est autorisée, sauf à des fins commerciales, si la source est mentionnée

ISBN: 978-3-303-03280-0

Table des matières

L'essentiel en bref	4	Liste des tableaux	
1 Introduction	5	Indice des salaires 2012–2014, 2010=100	
2 Les résultats	6	T 1.10 Indice des salaires nominaux, total	20
2.1 Evolution des salaires en 2014	6	T 2.10 Indice des salaires réels, total	21
2.2 Evolution des salaires nominaux et réels sur le long terme	10	T 1.1.10 Indice des salaires nominaux, hommes	22
3 Aspects méthodologiques et définitions	14	T 1.2.10 Indice des salaires nominaux, femmes	23
3.1 Evolution des salaires à structure constante	14	T 2.1.10 Indice des salaires réels, hommes	24
3.2 La période de base	14	T 2.2.10 Indice des salaires réels, femmes	25
3.3 Méthode	15	Indice des salaires 1942–2014, 1939=100	
3.4 La définition du salaire	16	T 1.39 Evolution des salaires nominaux et réels et de l'inflation	26
3.5 La définition de la personne salariée	17	Liste des graphiques	
3.6 La périodicité	17	G 1 Evolution des salaires nominaux 2014 par branche économique: variation en % par rapport à 2013	7
3.7 Raccordement mathématique à l'ancienne série de l'indice	17	G 2.1 Evolution des salaires réels 2014 par branche économique: variation en % par rapport à 2013. Secteur secondaire	9
3.8 Révision de l'indice suisse des salaires	18	G 2.2 Evolution des salaires réels 2014 par branche économique: variation en % par rapport à 2013. Secteur tertiaire	9
3.9 Définitions	18	G 3 Evolution des salaires nominaux, réels et prix (IPC) de 1950 à 2014 (Base 1939=100): variation en % par rapport à l'année précédente	11
		G 4 Evolution des salaires nominaux et réels en moyenne sur cinq ans, 1950–2014	11
		G 5 Evolution des salaires réels en moyenne sur cinq ans selon le sexe, 1950–2014	13
		G 6 Evolution et niveau des salaires selon le sexe sur le long terme	13

L'essentiel en bref

L'indice suisse des salaires nominaux a augmenté de 0,8% en 2014 par rapport à 2013 pour s'établir à 103,3 points (base 2010=100). Cette hausse conjuguée à une inflation nulle conduit à une progression identique des salaires réels (104,1 points en base 2010=100).

De façon générale, l'économie mondiale s'est progressivement redressée en 2013 laissant entrevoir de bonnes perspectives pour 2014. De son côté l'économie suisse a fait preuve d'une bonne tenue tant au niveau des exportations que de l'économie intérieure. Cependant, malgré une confiance croissante dans l'amélioration de la conjoncture pour 2014, les risques de détérioration ne devaient pas être sous-estimés. Les décisions en matière de revalorisation des salaires pour 2014 prises

en fin d'année 2013 l'ont donc été dans un cadre caractérisé par une reprise progressive pourtant marquée par certaines incertitudes.

Pour la cinquième année consécutive, la croissance des salaires nominaux s'est stabilisée autour de valeurs comparables (+0,8% en 2010, +1,0% en 2011, +0,8% en 2012 et +0,7% en 2013). La progression enregistrée en 2014 est à la mesure de celle des salaires effectifs négociée pour un peu plus d'un demi-million de personnes, dans le cadre des principales conventions collectives de travail¹. En effet, ces accords salariaux ont résulté en une croissance nominale de 0,8%.

Evolution des salaires nominaux et réels selon la branche économique en 2014

	Salaires nominaux	Salaires réels
Ensemble de l'économie	0,8%	0,8%
Secteur secondaire	0,9%	0,9%
Secteur tertiaire	0,7%	0,7%
Hommes	0,7%	0,7%
Femmes	1,0%	1,0%
Branches économiques aux évolutions les plus élevées		
1 Arts, spectacles et activités récréatives; autres activités de services	2,5%	2,5%
2 Industries du caoutchouc, plastiques et autres produits minéraux non métalliques	1,8%	1,9%
3 Enseignement	1,6%	1,7%
4 Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques, horlogerie; Fabrication d'équipements électriques	1,6%	1,6%
Branches économiques aux évolutions les moins élevées		
1 Activités spécialisées, scientifiques et techniques	0,3%	0,3%
2 Industries du bois et du papier; Imprimerie	0,2%	0,2%
3 Santé; Hébergement médico-social et action sociale	0,1%	0,1%
4 Transports et entreposage	-0,7%	-0,7%

Source: OFS – Indice suisse des salaires et indice des prix à la consommation

© OFS – Encyclopédie statistique suisse, Neuchâtel 2015

¹ Principales conventions collectives de travail: voir définition chapitre 3.9

1 Introduction

Objet de la statistique

L'indice suisse des salaires (ISS) est un indicateur de l'évolution du salaire brut des personnes salariées employées en Suisse. Cet indicateur a pour vocation de mesurer l'évolution annuelle des salaires et permet de répondre aux questions suivantes: «A quel rythme ont évolué les salaires nominaux et réels dans l'ensemble de l'économie, dans les secteurs secondaire et tertiaire ou dans telle branche ou regroupement de branches économiques?» et «A quel rythme ont-ils évolué sur une période donnée?». L'ISS sert de valeur de référence lors des négociations salariales entre partenaires sociaux. Il entre dans le calcul de revalorisation des rentes de l'assurance vieillesse et invalidité (AVS-AI). Il est aussi pris en considération pour l'analyse du contexte économique et l'orientation des politiques économiques et monétaires.

La plus longue série de l'indice des salaires a pour base l'année 1939. Cette statistique a subi, au fil du temps, un certain nombre de révisions afin de l'adapter aux données les plus récentes du marché du travail notamment en recalculant le modèle de pondération. Une nouvelle pondération des groupes de personnes salariées permet de traduire certains processus d'adaptation des unités économiques (personnes salariées et entreprises principalement) à leur environnement tels que, par exemple, l'élévation de la qualification, l'apparition de nouveaux métiers, le vieillissement de la population, la mondialisation, la tertiairisation de l'économie.

La statistique de l'évolution des salaires fait partie du système global de statistiques sur les salaires élaboré par l'Office fédéral de la statistique (OFS). Ce système inclut l'enquête suisse sur la structure des salaires, l'enquête sur les accords salariaux dans le cadre des conventions collectives de travail (CCT), l'enquête sur les CCT ainsi que la statistique des coûts du travail.

Source des données

Depuis 1942 et jusqu'en 1994, l'évolution des salaires était calculée sur la base des données de l'enquête d'octobre sur les salaires et traitements. A partir de 1994, le calcul de l'indice des salaires se fait sur une nouvelle base. En effet, l'ordonnance concernant l'exécution des relevés statistiques fédéraux, du 30 juin 1993 (Etat le 13 juillet 2004) stipule que la statistique de l'évolution des salaires est désormais réalisée sur la base des déclarations d'accidents fournies par le Service de centralisation des statistiques de l'assurance-accidents (SSAA). Grâce à l'entrée en vigueur, au 1^{er} janvier 1984, de la Loi fédérale sur l'assurance-accidents (LAA) qui soumet toutes les personnes salariées à l'obligation de s'assurer, la statistique peut couvrir l'ensemble de ces personnes.

Les données administratives relevées sont celles relatives aux personnes salariées (sexe, date de naissance, état civil, domicile, date de l'accident, la position professionnelle), aux conditions de travail (données salariales, mode de rémunération, durée du travail dans l'entreprise et durée individuelle, le taux d'occupation) et au poste (lieu de travail, branche économique).

Contenu de la publication

Les principaux résultats de cette statistique, en termes nominaux et réels, sont présentés et commentés dans le chapitre 2 de la publication. Ils sont ventilés en fonction des branches économiques dans la nomenclature générale des activités économiques 2008 (NOGA). La méthode de calcul et les définitions sont présentées au chapitre 3. Les tableaux standards se trouvent en fin de brochure.

2 Les résultats

2.1 Evolution des salaires en 2014

Les salaires nominaux augmentent de 0,8%

Les salaires nominaux progressent de 0,8% en 2014 par rapport à 2013. La croissance des salaires nominaux en 2014 s'inscrit dans une tendance au repli amorcée en 2010. En effet, après avoir affiché une hausse exceptionnelle de 2,1% en 2009, la croissance la plus forte en huit ans, la progression des salaires a chuté pour se stabiliser dans une fourchette de 0,7% à 1,0% à partir de 2010. En 2014, cette faible progression des salaires nominaux a cependant permis une légère hausse du pouvoir d'achat des salaires puisque l'inflation a été nulle. Un taux de renchérissement à 0% a, en effet, conduit à une progression des salaires réels égale à celle des salaires nominaux.

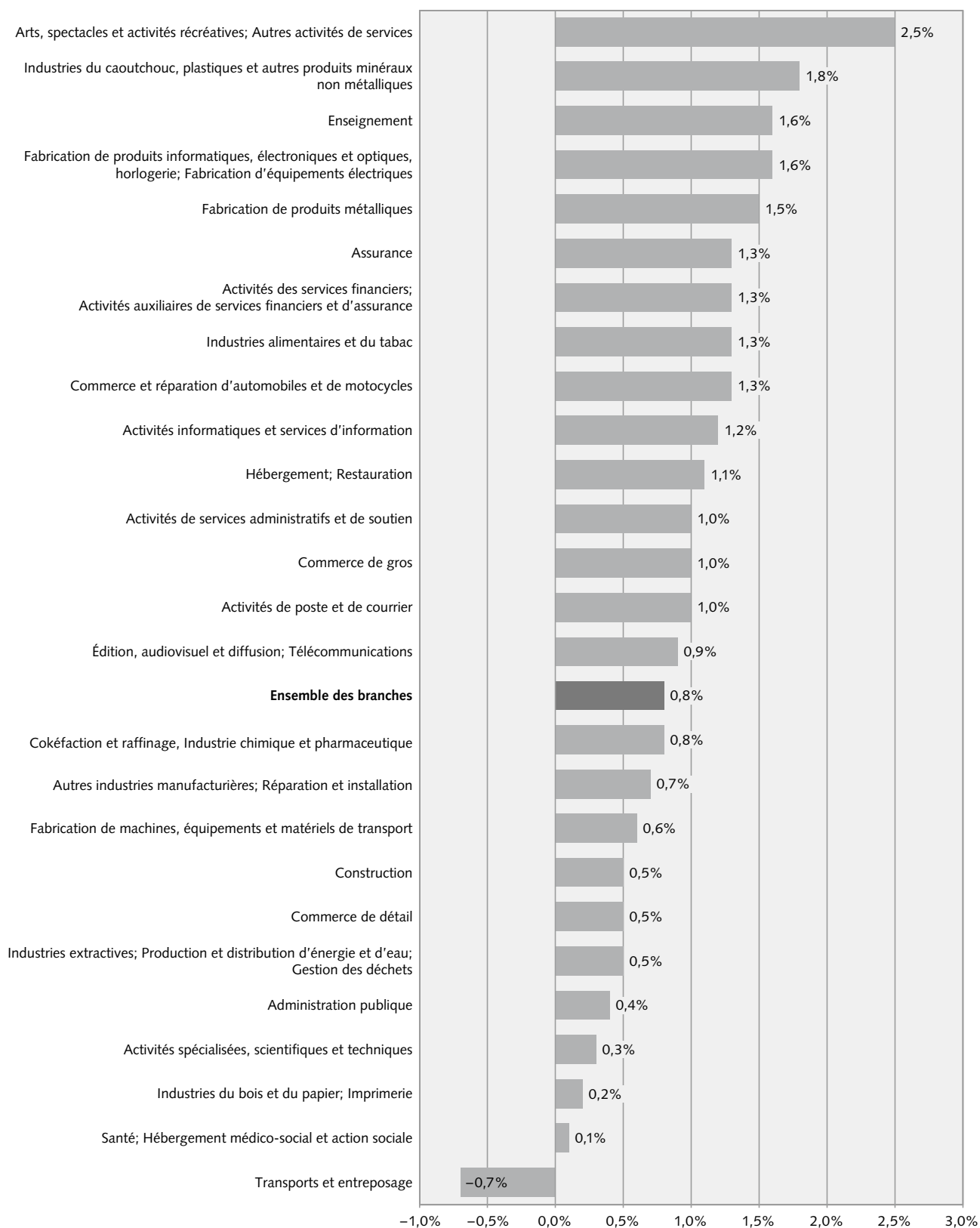
Evolution des salaires nominaux par secteur et par branche économique

Le secteur secondaire affiche en 2014 une progression des salaires nominaux de 0,9% légèrement supérieure à celles de 2013 (+0,7%) et de 2012 (+0,7%). Les industries manufacturières dans leur ensemble ont enregistré une hausse de 1,1% (+0,7% en 2012 et +0,8% en 2013). Dans la branche de la construction la croissance des salaires nominaux s'élève à 0,5% (+0,7% en 2012 et +0,5% en 2013). Les progressions les plus fortes ont été enregistrées dans la branche des industries du caoutchouc, plastiques et produits minéraux non métalliques (+1,8%) et celle de la fabrication de produits informatiques et électroniques, d'équipements électriques, optique et horlogerie (+1,6%) suivies par la branche de la métallurgie et fabrication de produits métalliques (+1,5%). Les branches marquées par les hausses les plus faibles sont celles de la construction (+0,5%), des industries extractives, production et distribution d'énergie et d'eau, gestion des déchets (+0,5%) et les industries du bois et du papier, imprimerie (+0,2%).

Le secteur tertiaire affiche une croissance nominale de 0,7% (+0,9% en 2012 et +0,8% en 2013). Les branches des arts, spectacles et activités récréatives, autres services personnel (+2,5%), de l'enseignement (+1,6%) enregistrent les progressions salariales les plus élevées. Viennent ensuite avec 1,3% d'augmentation nominale chacune la branche de l'assurance, la branche des activités des services financiers et activités auxiliaires des services financiers et assurance, et celle du commerce et réparation d'automobiles et de motocycles. A l'autre bout de l'échelle, les branches des activités spécialisées scientifiques et techniques (+0,3%), de la santé et hébergement médico-social et action sociale (+0,1%) et du transport et entreposage (-0,7%) accusent les taux d'évolution les plus bas (Tableau T 1.10, Graphique G 1).

Evolution des salaires nominaux en 2014 par branche économique: variation en % par rapport à 2013

G 1



Source: OFS – Indice suisse des salaires

© OFS, Neuchâtel 2014

Progression des salaires réels de 0,8%

L'indice des salaires réels est obtenu en déflatant l'indice des salaires nominaux avec l'indice des prix à la consommation en moyenne annuelle qui mesure l'inflation. Si les salaires nominaux progressent plus vite que les prix à la consommation alors les personnes salariées bénéficient d'une évolution positive des salaires réels. Au contraire, une croissance des prix supérieure à celle des salaires nominaux entraîne une baisse des salaires réels.

L'inflation nulle en 2014 a induit une progression des salaires réels égale à celle des salaires nominaux (+0,8%). La progression du pouvoir d'achat des salaires s'inscrit à +0,9% dans le secteur secondaire et est légèrement plus élevée que dans le secteur tertiaire (+0,7%).

Dans le secteur secondaire, les valeurs des augmentations réelles s'étalent de +0,2% pour les industries du bois et du papier et l'imprimerie à +1,9% pour les industries du caoutchouc, plastique et produits minéraux non métalliques. De même dans le secteur tertiaire, les branches se situent dans une fourchette allant de -0,7% pour la branche des transports et entreposage à +2,5% pour les arts, spectacles et activités récréatives, autres activités de services.

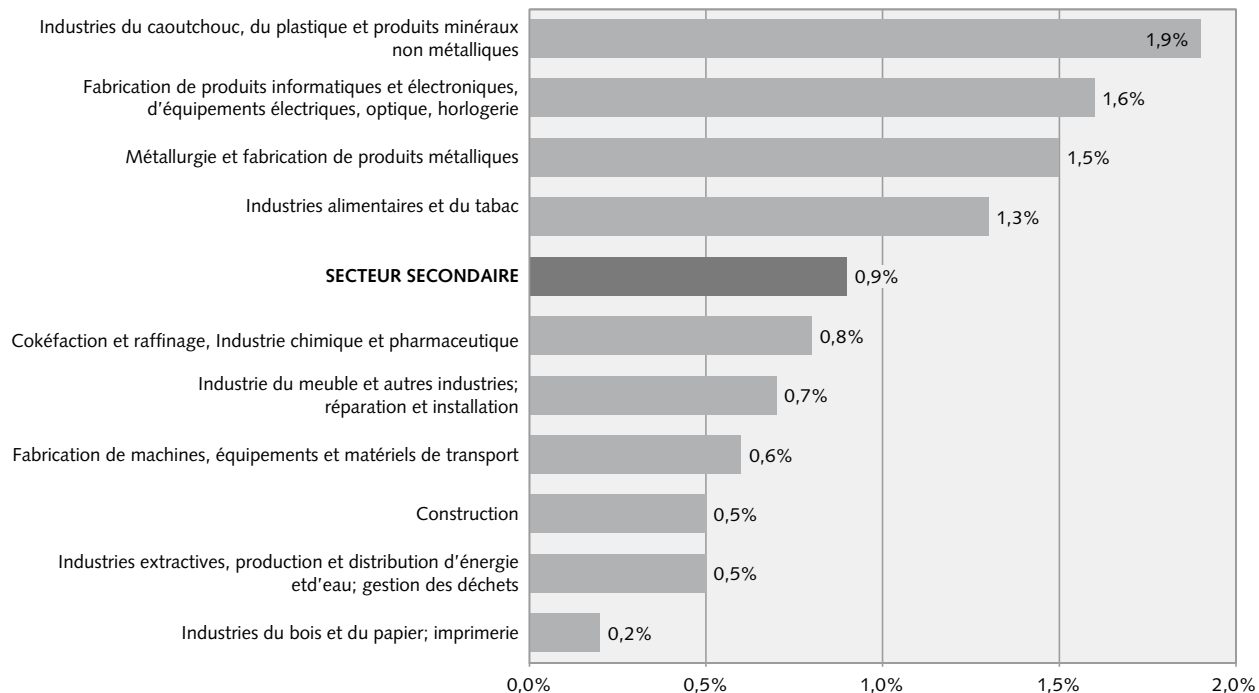
Les décisions en matière de revalorisations salariales portent sur les salaires nominaux en tenant compte du salaire réel recherché. Il dépend à la fois du salaire nominal décidé pour la période suivante (en général l'année) et de l'inflation qui prévaudra à la période suivante. Cela signifie que le salaire réel recherché sera atteint à condition que l'inflation future soit estimée correctement. La progression réelle enregistrée en 2014 découle, en général, des décisions sur les revalorisations convenues dès l'automne 2013. En septembre 2013, l'OFS tablait, pour l'année 2014, sur un taux de renchérissement annuel moyen de +0,3% ce qui avec une croissance nominale globale de +0,8% augurait d'une quasi-stagnation du pouvoir d'achat des salaires pour 2014 (Tableau T 2.10, Graphiques G 2.1 et G 2.2).

Evolution des salaires des hommes et des femmes

La progression des salaires nominaux et réels atteint 0,7% pour les hommes et 1,0% pour les femmes en 2014 par rapport à 2013 (Tableaux T 1.1.10 et T 1.2.10 pour les salaires nominaux et tableaux T 2.1.10 et T 2.2.10 pour les salaires réels). A partir de 2006, le calcul de l'indice intègre des données relatives aux femmes travaillant à temps partiel prenant ainsi en compte le phénomène de tertiarisation de l'économie avec ses corollaires que sont la hausse de l'activité des femmes et le développement du travail à temps partiel. Les hommes à temps partiel sont intégrés dans le calcul à partir de 2011.

Evolution des salaires réels 2014 par branche économique: variation en % par rapport à 2013 Secteur secondaire

G 2.1

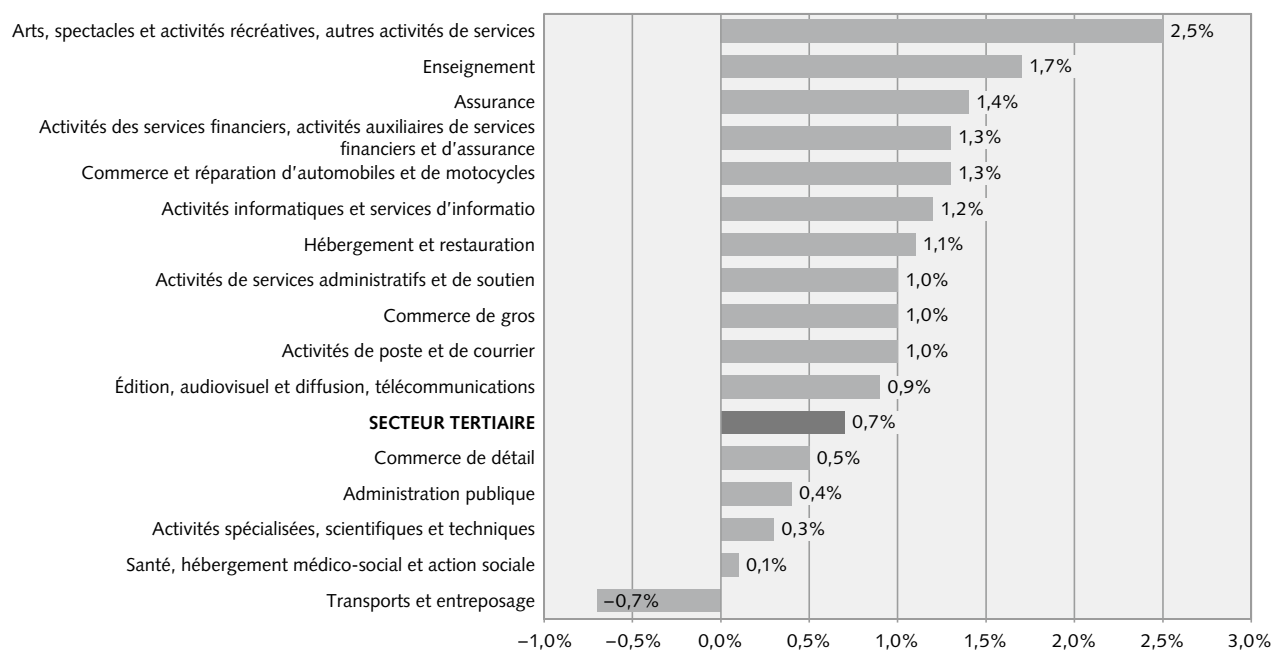


Source: OFS – Indice suisse des salaires

© OFS, Neuchâtel 2015

Evolution des salaires réels 2014 par branche économique: variation en % par rapport à 2013 Secteur tertiaire

G 2.2



Source: OFS – Indice suisse des salaires

© OFS, Neuchâtel 2015

2.2 Evolution des salaires nominaux et réels sur le long terme

Depuis 1950, évolution des salaires et contexte économique

De 1950 à 1978, hormis en 1951, l'évolution des salaires nominaux a constamment été supérieure à celle des prix, engendrant chaque année, une augmentation du pouvoir d'achat des salaires. Ces taux vont chuter dès 1976 suite au premier choc pétrolier de 1973. En effet, dès 1976, la situation se modifie avec une dynamique d'ajustement des salaires aux prix qui apparaît plus forte que sur la période antérieure. L'évolution du salaire réel présente alors un schéma en dents de scie oscillant de façon très irrégulière autour de la valeur nulle. En 1979, l'année du deuxième choc pétrolier, pour la première fois depuis 30 ans, excepté l'année 1951, le pouvoir d'achat des salaires baisse, sous l'effet de la hausse des prix (+5%). L'impact de ce choc pétrolier va freiner l'expansion économique au début des années 80. Cette période sera marquée par une augmentation généralisée des prix avec pour conséquence une chute des salaires réels. Dès 1984 et pour le reste de la décennie, l'économie suisse retrouve le chemin de la croissance.

Les années 1990

Au début des années 90, l'environnement international instable (invasion et guerre du Koweït, dissolution de l'Union soviétique, flambée du prix du pétrole, construction européenne) conduit au ralentissement de la croissance mondiale avec des conséquences négatives sur l'économie suisse. De 1990 à 1996, la Suisse vit sept années de stagnation économique. De 1990 à 1993, la récession qui se caractérise par une inflation élevée va entraîner une perte de pouvoir d'achat des salaires alors que, de 1994 à 1996, l'inflation est jugulée et le PIB affiche une légère hausse. Les salaires nominaux sont au plus bas depuis le début des années 50 et les salaires réels fluctuent autour de la valeur nulle. En 1997, la Suisse sort de cette période de morosité économique. La reprise conjoncturelle se poursuit en 1998 mais à un rythme plus lent en partie du fait de la crise asiatique amorcée en 1997 qui a affecté les économies occidentales à travers les marchés financiers. L'année 1999 voit un ralentissement de la conjoncture économique avec une croissance du PIB de 1,3% contre 2,8% en 1998 et une inflation plus forte surtout due à la hausse du prix

des produits énergétiques et à l'augmentation de 1% de la taxe à la valeur ajoutée. De 1997 à 1999, la progression des salaires nominaux est inférieure à 1% et les salaires réels stagnent. Les premières concrétisations de l'essor conjoncturel amorcé en 1997 ne prendront effet qu'en 2000.

Les années 2000

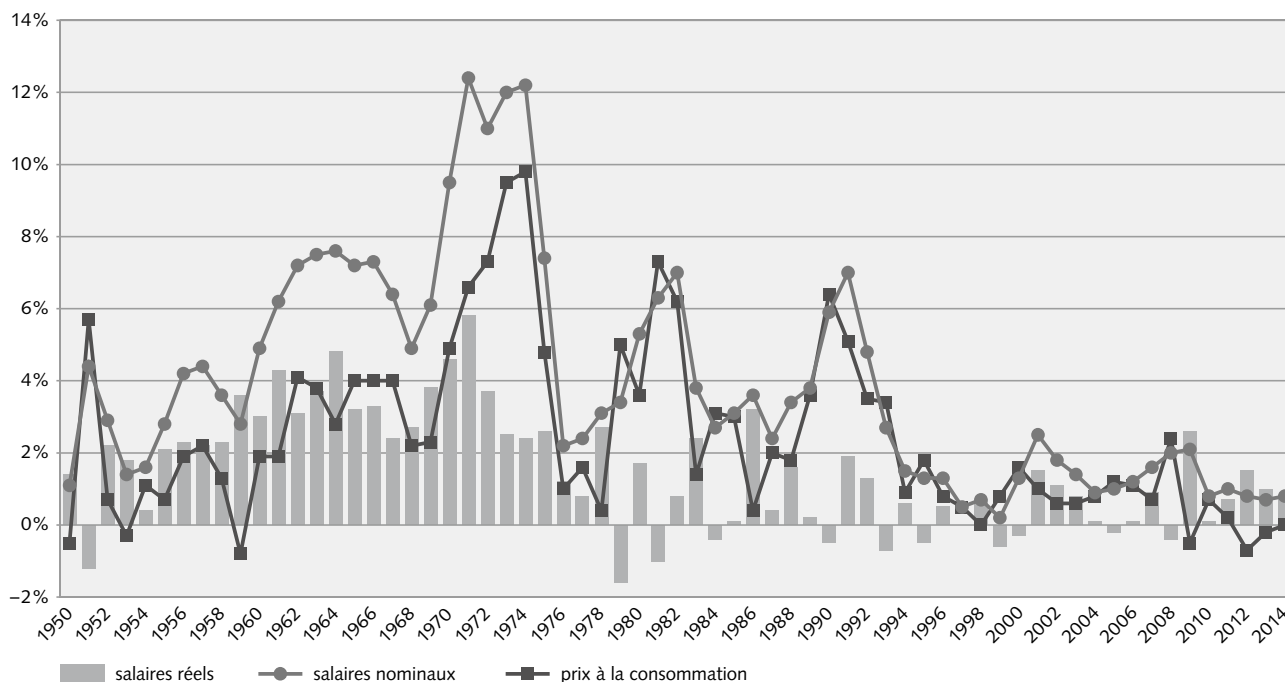
Sur la période 2000 à 2009, les salaires nominaux ont progressé, dans leur ensemble, de 1,6% en moyenne annuelle. Sur ces dix années, les salaires réels ont augmenté de 0,6% en moyenne annuelle. Dans le secteur secondaire, ce sont les branches dites «à moyenne et haute technologie»² qui influencent le plus fortement à la hausse l'évolution des salaires. Il s'agit principalement de la chimie (+23,5% nominal et +12,3% réel) et de la fabrication d'équipements électriques, électroniques, de précision et l'horlogerie (+18,6% nominal et +7,9% réel). Dans le secteur tertiaire, les branches du secteur financier (intermédiation financière (+21,3% nominal et +10,4% réel) et assurances (+19,7% nominal et +8,9% réel)) et des postes et télécommunications (+20,9% nominal et +10,0% réel) enregistrent les taux de croissance les plus élevés.

L'économie suisse bénéficie en 2000 d'un élan significatif. Le PIB à 3,6% atteint alors son niveau le plus élevé depuis 10 ans. La croissance des salaires nominaux à 1,3% conjuguée à une inflation forte de 1,6% conduit cependant à un recul des salaires réels de -0,3%. L'évolution salariale en 2001 affiche des valeurs exceptionnelles en regard des années précédentes avec 2,5% pour les salaires nominaux et 1,5% pour les salaires réels. Dans un contexte de repli conjoncturel sur la période 2001 à 2003, la progression des salaires nominaux a ralenti mais s'est cependant poursuivie en 2002 (+1,8%), 2003 (+1,4%) et 2004 (+0,9%). Compte tenu du faible taux d'inflation, les salaires réels ont augmenté respectivement de +1,1%, +0,8% et +0,1%. A partir de 2005, les taux d'évolution nominale augmentent régulièrement (+1,0% en 2005, +1,2% en 2006, +1,6% en 2007, +2,0% en 2008 et +2,1% en 2009). De 2005 à 2008, les salaires réels fluctuent dans une fourchette allant de -0,4% à 0,9%. L'année 2009 se caractérise par une forte progression réelle à 2,6%, résultat d'une hausse nominale de 2,1% conjuguée à une inflation négative de -0,5%.

² Moyenne et haute technologie (MHT): voir définition chapitre 3.9.

**Evolution des salaires nominaux, réels et prix (IPC) de 1950 à 2014 (Base 1939=100):
variation en % par rapport à l'année précédente**

G 3

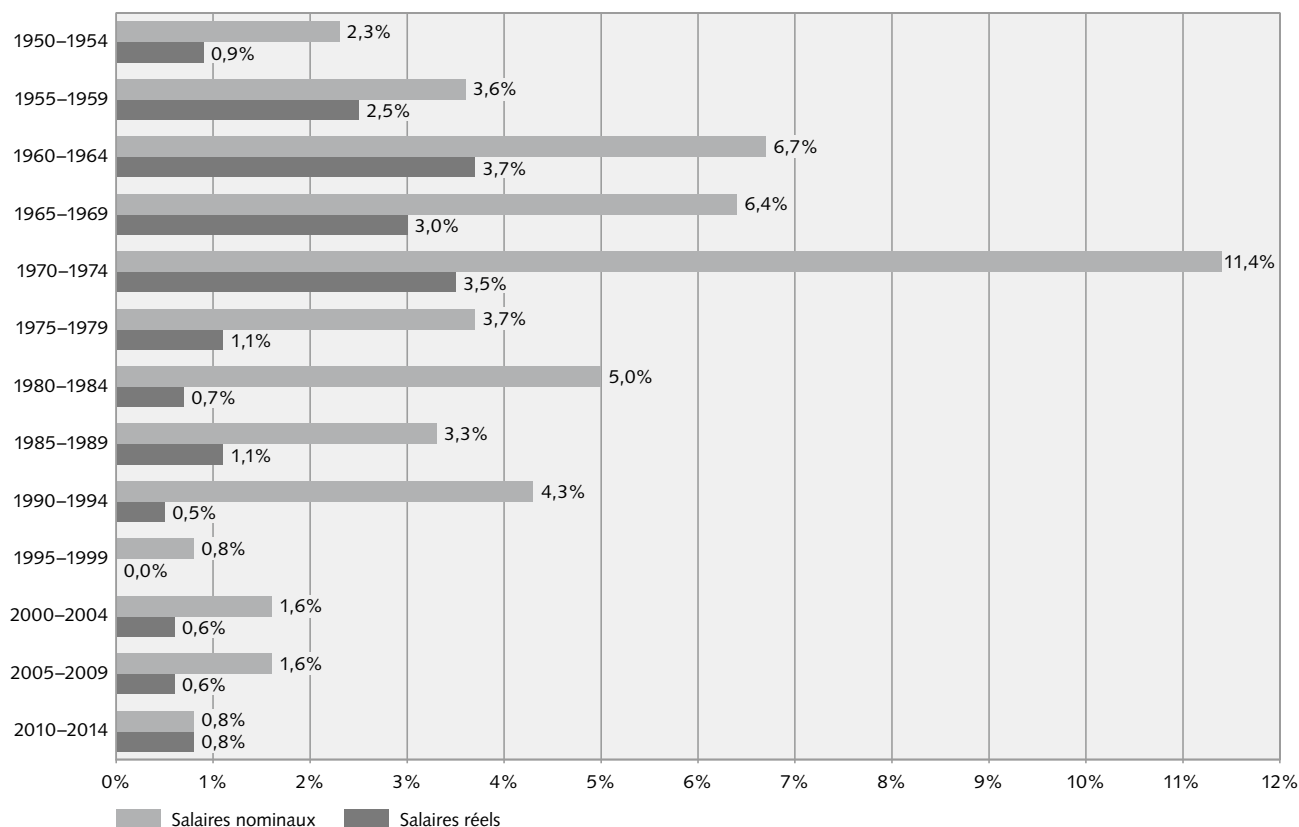


Source: OFS – Indice suisse des salaires et indice des prix à la consommation

© OFS, Neuchâtel 2015

Evolution des salaires nominaux et réels en moyenne sur cinq ans, 1950 à 2014

G 4



Source: OFS – Indice suisse des salaires

© OFS, Neuchâtel 2015

Depuis 2010

L'évolution des salaires 2010 a été convenue dans un contexte de récession mondiale consécutif à la crise de 2008. Les salaires nominaux progressent de 0,8% par rapport à 2009 soit la progression la plus faible depuis 1999 alors qu'en 2009 ils affichaient la croissance la plus forte en 8 ans avec 2,1%. Les salaires réels enregistrent un taux de 0,1%. De 2011 à 2013, les effets de la crise se font encore sentir et face à des perspectives de croissance relativement incertaines, les entreprises dans leur ensemble misent sur la prudence. Les salaires nominaux progressent de 1,0% en 2011, 0,8% en 2012 et 0,7% en 2013. Durant cette période l'inflation affiche des niveaux très faibles qui permettent ainsi une certaine progression du pouvoir d'achat des salaires. Les salaires réels enregistrent une croissance de 0,7% en 2011 (taux d'inflation à +0,2%). En 2012, en raison d'un taux d'inflation négatif à -0,7%, les salaires réels ont progressé de 1,5%. De même en 2013, avec un taux d'inflation annuel moyen négatif à -0,2%, les salaires réels croissent de 1,0% (Tableau T39, Graphiques G3 et G4).

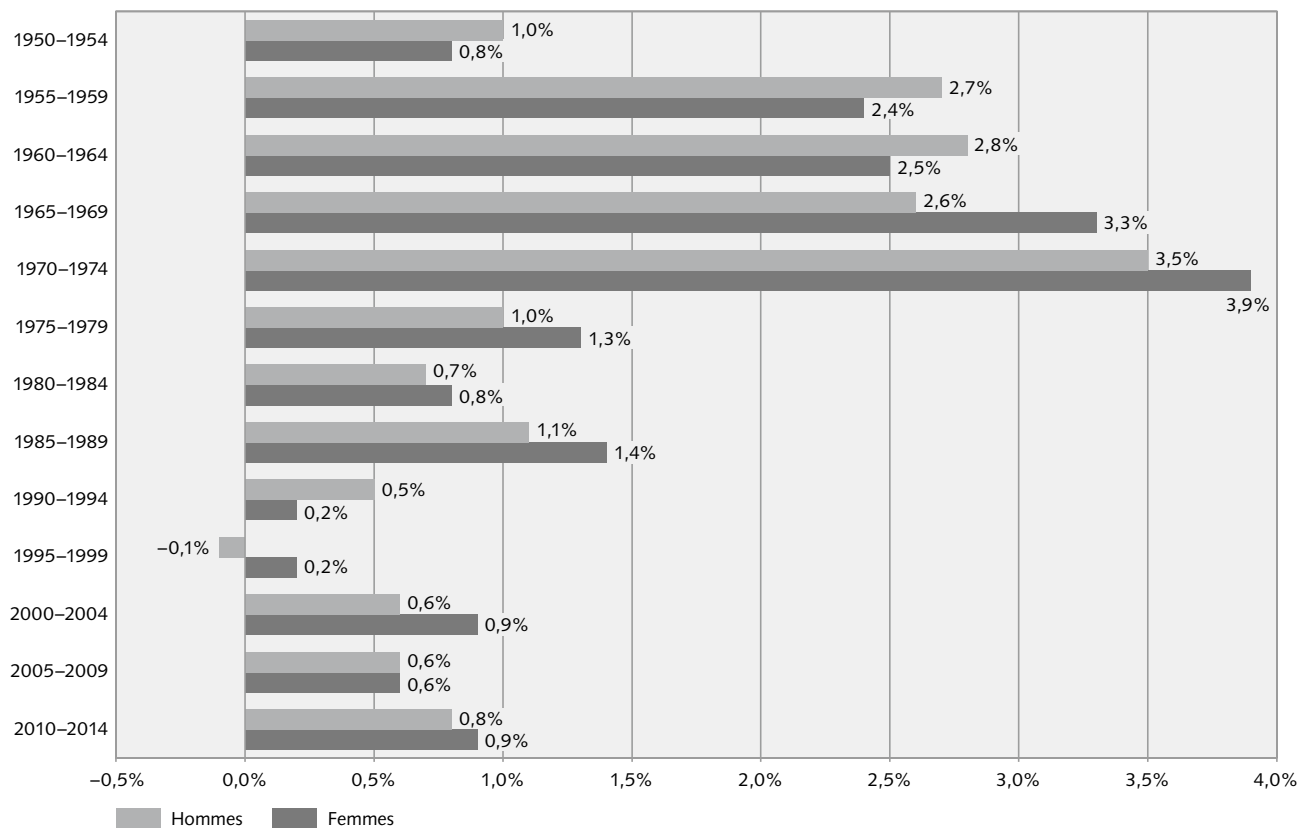
Evolution des salaires selon le sexe

La progression plus soutenue de l'indice nominal des salaires des femmes s'inscrit dans une tendance de long terme observée depuis le milieu des années 1960. Ainsi, l'indice nominal en base 100 en 1939 s'établit, en 2014, à 2673 pour les femmes contre 2220 pour les hommes.

Toutefois, le fait que la croissance des salaires féminins soit plus élevée est à relativiser. En effet, cette croissance plus élevée s'explique en partie par le calcul de variation qui se base sur des salaires féminins globalement moins élevés que ceux des hommes. Selon l'enquête suisse sur la structure des salaires (ESS) de 2012, le salaire mensuel médian des femmes, dans l'économie totale, se situe à 5808 francs et celui des hommes à 6840 francs. Dans l'économie totale, le niveau des salaires des femmes est inférieur de 15,1% en moyenne à celui des hommes (18,9% dans le secteur privé). Cet écart s'explique en partie par des effets de structure liés à la fois au profil de la personne (âge, formation, années de service), aux caractéristiques du poste occupé au sein de l'entreprise et au domaine d'activité exercée. L'autre partie de l'écart salarial entre les femmes et les hommes reste inexpliquée. Selon l'analyse des écarts, en 2012, la part inexpliquée de l'écart entre les salaires masculins et féminins s'élève à 40,9% et la part expliquée à 59,1% dans le secteur privé et, respectivement à 38,8% et 61,2% dans le secteur public. Pour rappel, l'ESS nous donne, comme niveau de salaire, la valeur médiane qui correspond à la valeur par rapport à laquelle 50% des salaires sont supérieurs et 50% inférieurs (Tableau T39, Graphiques G5 et G6).

Evolution des salaires réels en moyenne sur cinq ans selon le sexe, 1950 à 2014

G 5



Source: OFS – Indice suisse des salaires

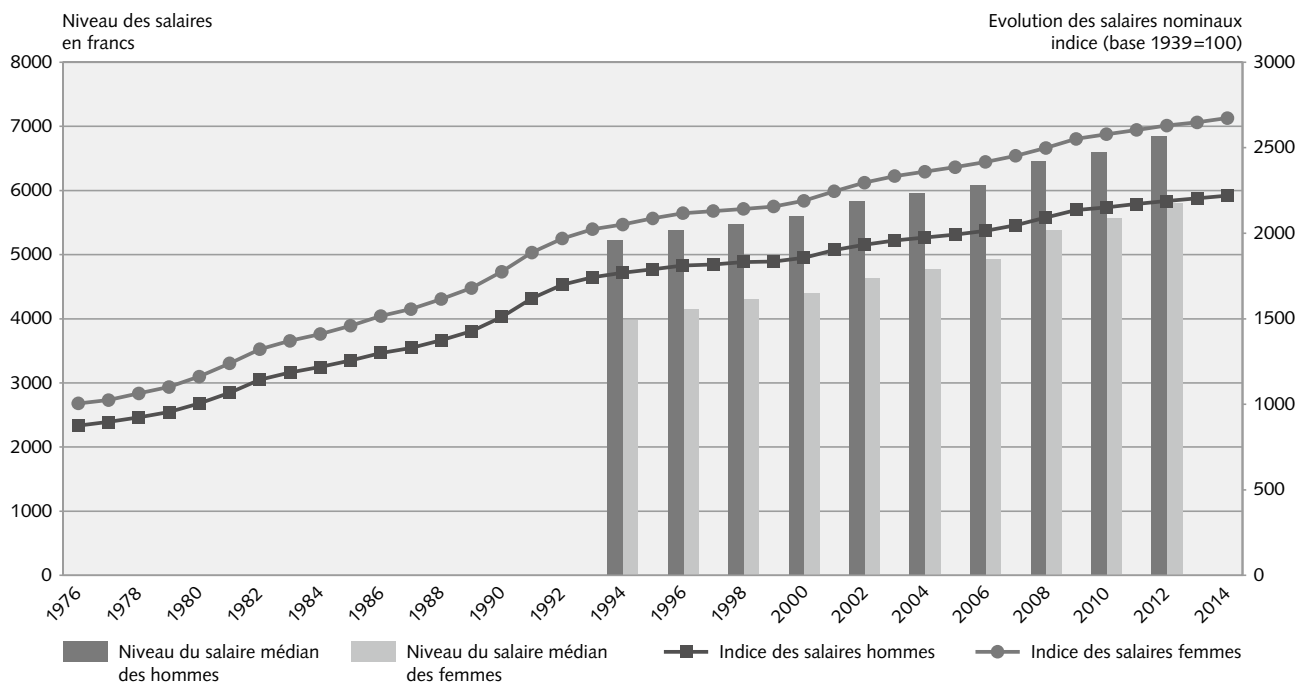
© OFS, Neuchâtel 2015

Evolution et niveau des salaires selon le sexe sur le long terme

Salaire médian total (y c. cadres) 1994 à 2012 (échelle de gauche)

Indice des salaires 1976 à 2014 (base 1939=100 échelle de droite)

G 6



Source: OFS – Indice suisse des salaires et Enquête sur la structure des salaires

© OFS, Neuchâtel 2015

3 Aspects méthodologiques et définitions

3.1 Evolution des salaires à structure constante

L'évolution des salaires est mesurée par un indicateur annuel sous forme d'indice appelé «Indice suisse des salaires ISS» qui permet la comparaison directe entre une année considérée et une année antérieure.

L'indice suisse des salaires (ISS) est un indicateur de l'évolution des salaires à structure constante. L'ISS mesure l'évolution du salaire moyen sans tenir compte des modifications qui s'opèrent, au cours du temps, sur les effectifs des groupes homogènes de personnes salariées. Ces groupes sont constitués selon les variables suivantes:

- L'activité économique principale de l'entreprise³ qui emploie la personne salariée, répertoriée dans la nomenclature NOGA08. En cas de donnée manquante ou incorrecte, la NOGA08 de l'établissement⁴ sera utilisée. Dans le calcul de l'indice, certaines branches économiques sont parfois regroupées afin de leur garantir une meilleure représentativité statistique. Cette variable possède 26 modalités.
- Le sexe.

Le calcul de l'ISS élimine donc, en partie, l'impact des évolutions de salaires induites par l'évolution de la structure des personnes salariées comme par exemple les changements de groupe de personnes à la suite, en général, d'une promotion ou encore, les mouvements d'entrée et de sortie dus aux départs et aux embauches.

3.2 La période de base

Etant donné que la structure des effectifs se modifie au cours du temps, il s'ensuit que la comparaison des salaires s'avère de plus en plus hasardeuse à mesure que l'intervalle entre les périodes comparées s'allonge. C'est pourquoi le modèle de pondération basé en partie sur la structure des effectifs salariés se doit d'être actualisé, si possible tous les 5 ans.

La dernière révision de l'ISS a permis de fixer l'année de base en 2010 en prenant en compte les données les plus actuelles du marché du travail.

³ Entreprise: Unité institutionnelle (Industrie et services): Plus petite unité juridiquement indépendante formée d'un ou de plusieurs établissements (entreprise marchande de droit privé ou de droit public, institutions sans but lucratif au service des ménages et unités d'administration de l'administration publique).

⁴ Etablissement: Unité locale, délimitée géographiquement faisant partie d'une unité institutionnelle, où s'exerce une activité économique.

3.3 Méthode

L'ISS est un indice LASPEYRES-PRIX: L'indice de Laspeyres à pondération fixe permet une comparaison entre l'année choisie et l'année de base pour laquelle la pondération (ou structure des personnes salariées) a été fixée. La méthode de calcul de l'ISS part de l'hypothèse que la structure des personnes salariées reste fixe au cours du temps, seuls les salaires évoluent.

La formule de l'ISS correspond à la somme pour tous les groupes homogènes de personnes salariées du rapport des salaires moyens multiplié par le poids du groupe exprimé en termes de masse salariale à la période de base.

$$ISS = \sum_{i=1}^n RSM_i * \left(\frac{p_i^o * q_i^o}{\sum_{i=1}^n p_i^o * q_i^o} \right)$$

L'agrégation de base pour le calcul de l'indice des salaires se fait selon la méthode du rapport des salaires moyens (RSM) de chacun des groupes de personnes salariées. Il s'agit du rapport entre le salaire moyen du groupe j à la période courante et celui à la période de base fixée.

$$RSM_i = \frac{p_i^t}{p_i^o} = \frac{\frac{1}{m} * \sum_{j=1}^m p_j^t}{\frac{1}{k} * \sum_{j=1}^k p_j^o}$$

Avec:

- i = groupes de personnes salariées, $i = 1$ à n
- j = personnes salariées du groupe, $j = 1$ à k
à la période de base 0 et $j = 1$ à m à la période t
- p_j^o = salaire de la personne salariée j à la période de base 0
- p_j^t = salaire de la personne salariée j à la période t
- p_i^o = salaire moyen du groupe i à la période de base 0
- p_i^t = salaire moyen du groupe i à la période t
- q_i^o = effectif des personnes salariées du groupe i à la période 0

La pondération

La pondération se calcule en termes de masses salariales à l'année de base choisie. Les coefficients de pondération représentent la masse salariale d'un groupe par rapport à la masse salariale totale de tous les groupes à la période de base.

Chaque personne salariée de la base de données est affectée à un groupe de personnes salariées qui répond à deux critères caractéristiques qui sont: la classe économique et le sexe. Le poids relatif de chacun des groupes est calculé, en termes de masse salariale, sur la base des effectifs et des salaires de la population salariée suisse à l'année de base t_0 . Les groupes de personnes salariées sont pondérés à l'aide de ces poids relatifs. La nouvelle pondération de l'ISS se base, pour les effectifs, sur les données les plus récentes de l'enquête suisse des salaires 2010, menée par l'Office fédéral de la statistique et, pour les salaires, sur les données du Service de centralisation des statistiques de l'assurance-accidents (SSAA) de l'année 2010.

$$\left(\frac{p_i^o * q_i^o}{\sum_{i=1}^n p_i^o * q_i^o} \right)$$

Avec:

- i = groupes de personnes salariées, $i = 1$ à n
- p_i^o = salaire moyen du groupe i à la période de base 0
- q_i^o = effectif des personnes salariées du groupe i à la période 0

3.4 La définition du salaire

Les données salariales utilisées dans le calcul de l'ISS sont contenues dans les déclarations d'accidents, établies pour les personnes salariées accidentées, à l'intention des assureurs qui sont la SUVA, les institutions privées d'assurance, les caisses publiques d'assurance-accidents et les caisses-maladie. Ces données sont transmises à l'OFS, via le Service de centralisation des statistiques de l'assurance-accidents (SSAA) à Lucerne, par voie informatique et sous forme anonymisée.

Les données salariales utilisées pour la dernière pondération (p_i^*) proviennent des déclarations d'accidents de l'année 2010.

La définition du salaire

Le salaire relevé est celui du jour de l'accident.

Les données salariales figurant sur le formulaire de déclaration d'accident et entrant dans la définition du salaire individuel utilisé dans le calcul de l'ISS sont les suivantes:

- Salaire brut contractuel y compris l'allocation de renchérissement
- 13^e salaire

Il s'agit du salaire avant toute déduction des cotisations de l'assurance sociale, impôts, etc.

Sont exclus les allocations familiales, les allocations de vacances les paiements en nature, les primes et les commissions.

Afin d'éliminer les valeurs extrêmes qui auraient une influence trop importante sur la valeur moyenne du salaire des groupes de personnes salariées, nous ne retenons pas dans le calcul de l'indice les salaires supérieurs au percentile P99 (20'000 francs) et les salaires inférieurs au percentile P1 (2950 francs) sur la base de la répartition salariale de l'enquête suisse sur la structure des salaires de 2010.

Les personnes salariées sont rémunérées selon trois modes de rémunération, à savoir, les modes horaire, mensuel et annuel. Pour être utilisables, les salaires horaires et annuels subissent un calcul spécifique de mensualisation permettant de les convertir en salaires mensuels.

La condition d'emploi des personnes salariées compte deux modalités qui sont le plein temps et le temps partiel. Les salaires à temps partiel sont convertis en salaires à plein temps sur la base du nombre d'heures hebdomadaires de travail dans l'entreprise.

La condition d'emploi: la définition du plein temps et du temps partiel dépend du taux d'occupation de la personne salariée. Le plein temps correspondant aux 90% ou plus du nombre d'heures par semaine dans l'entreprise et le temps partiel est donc inférieur ou égal aux 89% de cette même valeur.

Le taux d'occupation de la personne salariée est le rapport entre le nombre d'heures hebdomadaires de travail de la personne et le nombre d'heures hebdomadaires normales de travail dans l'entreprise.

La mensualisation des salaires

L'ISS se calcule sur la base du salaire mensuel. Il faut donc ramener les salaires aux modes de rémunération horaire et annuelle à une durée comparable au salaire mensuel.

La conversion du salaire annuel se fait simplement en le divisant par 12. Les salaires horaires sont convertis en salaires mensuels selon la formule: Salaires horaires * nombre d'heures de travail hebdomadaire * (52 semaines/12 mois)

La normalisation des salaires pour les temps partiels

Étendre le champ de calcul de l'indice à l'ensemble des personnes salariées en incluant celles à temps partiel implique la normalisation du salaire perçu. Il s'agit de ramener le salaire à une durée comparable entre les plein temps et les temps partiels.

Le salaire perçu pour un emploi à temps partiel est normalisé en utilisant le taux d'occupation et la durée normale de travail hebdomadaire dans l'entreprise (DNTH)

La conversion des salaires à temps partiel en salaires à plein temps nécessite un calcul approprié pour chacun des modes de rémunération:

- Le salaire mensuel est divisé par le taux d'occupation de la personne salariée
- Le salaire annuel mensualisé (c'est-à-dire divisé par 12) est divisé par le taux d'occupation de la personne
- Le salaire horaire est normalisé et mensualisé en une seule opération: Salaire horaire * nombre d'heures hebdomadaires de travail dans l'entreprise * (52/12).

3.5 La définition de la personne salariée

Est considérée comme salariée, toute personne exerçant une activité chez un employeur, contre un salaire.

La définition de la personne salariée, entrant dans le calcul de l'ISS, est la suivante:

- Hommes/Femmes
- A temps complet/A temps partiel
- Âgés de 19 à 65 ans pour les hommes et de 19 à 64 ans pour les femmes
- Sont exclus les voyageurs de commerce, les stagiaires et les bénévoles ainsi que les personnes en apprentissage, indépendantes, et collaboratrices dans l'entreprise familiale.
- Selon le concept intérieur

Le «concept intérieur» désigne l'activité productive réalisée à l'intérieur du territoire économique suisse réalisée par:

- Des personnes résidentes (Suisse et étrangers établis)
- Des personnes non résidentes
- Des personnes détentrices de permis à durée déterminée
- Le personnel des ambassades, consulats suisses et marine suisse

Sont exclus de la définition du concept intérieur:

- Le personnel des ambassades, consulats étrangers en Suisse
- Les fonctionnaires internationaux
- Les personnes résidant en Suisse mais travaillant à l'étranger

3.6 La périodicité

L'indice suisse des salaires est un indice annuel. Il paraît en avril de l'année suivante à travers un communiqué de presse.

Le SSAA nous transmet des données tous les trimestres. Celles-ci sont cumulées au cours de l'année dans nos calculs. Ainsi, en mai, nous obtenons une première estimation à partir des données du 1^{er} trimestre, en août nous calculons une seconde estimation sur la base du 1^{er} semestre et en novembre le calcul se fait sur les données des neuf premiers mois de l'année. Ces estimations chiffrées pour l'ensemble de l'économie suisse sont disponibles sur notre site à l'adresse suivante:

www.statistique.ch → Thèmes 03 – Travail, rémunération → Salaires et revenus du travail → Données détaillées → Evolution des salaires

3.7 Raccordement mathématique à l'ancienne série de l'indice

Une série statistique à très long terme donne les indices et les taux d'évolution des salaires en termes réels et nominaux, depuis 1942, sur la base 1939=100.

Suite à la révision de 1994, une série court depuis cette date et jusqu'en 2010, avec des chiffres par branche économique NOGA02 sur la base 1993=100.

Une nouvelle série d'indices démarre en 2011 sur la base 2010=100 dans la nouvelle nomenclature des branches économiques NOGA08. Du fait de l'introduction de cette nouvelle nomenclature, cette série est uniquement raccordée mathématiquement à la série 1993=100 aux niveaux du total, des secteurs économiques, de la branche de la construction et des hommes et femmes.

3.8 Révision de l'indice suisse des salaires

La révision de l'indice suisse des salaires, intervenue en 2010, a apporté les modifications suivantes:

- Introduction de la nouvelle nomenclature générale des activités économiques (NOGA2008). Pour plus de précision sur cette nomenclature, vous pouvez consulter la page internet suivante sous: www.statistique.ch
→ Infothèque → Nomenclatures → Nomenclature générale des activités économiques
- Introduction d'un nouveau modèle de pondération en termes de masses salariales basé sur les effectifs de l'enquête suisse des salaires 2010 et les salaires 2010 du service de centralisation des assurances accidents. La nouvelle base de l'indice est donc 2010.
- Prise en compte des salariés hommes employés à temps partiel.

La prochaine révision de l'indice suisse des salaires devrait intervenir en 2015 en réactualisant le schéma de pondération avec les dernières données connues de la structure des personnes salariées.

3.9 Définitions

Moyenne et haute technologie (MHT): une branche d'activité du secteur manufacturier MHT se définit en fonction de l'intensité de ses dépenses en recherche et développement dans sa valeur ajoutée brute. Ce sont les branches de la chimie (Noga 20), de la fabrication d'instruments de précision, optique, horlogerie (Noga 26), de la fabrication d'équipements électriques (Noga 27), et de la fabrication de machines, d'équipements et de moyens de transport (Noga 28–30).

Principales conventions collectives de travail

(CCT): Une convention collective est un accord passé entre employeur(s) ou associations(s) d'employeurs et association(s) de travailleurs. La CCT a pour objet la réglementation des conditions de travail et des rapports entre les parties à la convention. Une CCT dite principale couvre plus de 1500 personnes.

Salaires effectifs négociés à titre collectif: Les salaires effectifs sont les salaires bruts perçus par les personnes relevant d'une convention collective de travail. Lorsque ces salaires sont négociés à titre collectif, l'adaptation salariale prévue est accordée de manière identique à toutes les personnes salariées.

Tableaux

T 1.10 Indice des salaires nominaux, 2012–2014

Branches économiques (NOGA08)			Poids en %	Indice (Base 2010=100)			Variation en % par rapport à l'année précédente		
				2012	2013	2014	2012	2013	2014
B–S	05–96	TOTAL	100	101,8	102,6	103,3	0,8	0,7	0,8
B–F	05–43	SECTEUR SECONDAIRE	28,0	101,6	102,3	103,2	0,7	0,7	0,9
B, D, E	05–09/ 35–39	Industries extractives, production et distribution d'énergie et d'eau; gestion des déchets	1,1	101,5	101,5	102,0	0,0	0,0	0,5
C	10–33	Industries manufacturières	19,2	101,6	102,3	103,5	0,7	0,8	1,1
CA	10–12	Industries alimentaires et du tabac	1,9	100,6	100,7	102,0	0,4	0,0	1,3
CC	16–18	Industries du bois et du papier; imprimerie	1,9	101,5	102,1	102,3	0,7	0,5	0,2
CD, CE, CF	19–21	Cokéfaction et raffinage, Industrie chimique et pharmaceutique	2,9	102,9	103,9	104,7	1,4	1,0	0,8
CG	22/23	Industries du caoutchouc, du plastique et produits minéraux non métalliques	1,0	102,0	102,5	104,4	0,9	0,4	1,8
CH	24/25	Metallurgie et fabrication de produits métalliques	2,7	101,1	101,4	103,0	0,2	0,3	1,5
CI, CJ	26/27	Fabrication de produits informatiques et électroniques, d'équipements électriques, optique, horlogerie	4,7	100,9	101,9	103,6	0,3	1,0	1,6
CK, CL	28–30	Fabrication de machines, équipements et matériels de transport	2,8	102,0	103,6	104,2	0,9	1,6	0,6
CM	31–33	Autres industries manufacturières; réparation et installation	1,3	102,1	102,2	102,9	0,6	0,1	0,7
F	41–43	Construction	7,6	101,7	102,3	102,8	0,7	0,5	0,5
G–S	45–96	SECTEUR TERTIAIRE	72,0	101,9	102,7	103,4	0,9	0,8	0,7
G	45–47	Commerce	15,3	102,2	102,9	103,7	0,9	0,6	0,8
G	45	Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	1,5	101,0	101,9	103,2	0,0	0,9	1,3
G	46	Commerce de gros	6,1	101,8	101,8	102,8	0,8	0,0	1,0
G	47	Commerce de détail	7,6	102,8	103,9	104,4	1,1	1,1	0,5
H	49–53	Transports et courrier	5,7	101,5	102,1	101,7	0,8	0,6	–0,4
H	49–52	Transports et entreposage	4,6	101,4	101,9	101,2	0,7	0,6	–0,7
H	53	Activités de poste et de courrier	1,1	102,1	102,6	103,6	1,5	0,5	1,0
I	55/56	Hébergement et restauration	3,7	102,4	102,7	103,9	2,4	0,3	1,1
J	58–63	Edition, diffusion, télécommunications, activités informatiques	3,9	102,1	103,2	104,3	0,4	1,1	1,1
JA, JB	58–61	Édition, audiovisuel et diffusion, télécommunications	1,7	101,4	101,7	102,6	0,7	0,2	0,9
JC	62–63	Activités informatiques et services d'information	2,2	102,6	104,4	105,6	0,2	1,7	1,2
K	64–66	Activités financières et assurance	9,6	102,3	103,1	104,5	0,9	0,8	1,3
K	64/66	Activités des services financiers, activités auxiliaires de services financiers et d'assurance	7,1	101,9	102,9	104,3	0,7	1,0	1,3
K	65	Assurance	2,5	103,8	103,9	105,3	1,5	0,1	1,3
M	69–75	Activités spécialisées, scientifiques et techniques	7,3	102,1	104,2	104,4	1,3	2,0	0,3
N	77–82	Activités de services administratifs et de soutien	3,1	101,5	102,5	103,5	0,8	1,0	1,0
O	84	Administration publique	5,3	100,9	102,0	102,4	0,9	1,1	0,4
P	85	Enseignement*	5,1	102,0	102,1	103,8	1,0	0,2	1,6
Q	86–88	Santé, hébergement médico-social et action sociale	10,7	101,2	101,7	101,7	0,3	0,5	0,1
R, S	90–96	Arts, spectacles et activités récréatives, autres activités de services	2,3	102,1	102,0	104,6	1,7	0,0	2,5

* NOGA85 Enseignement: Cette branche inclut toute personne salariée d'une entreprise qui dispense un enseignement (enseignants, personnel administratif et technique, personnel spécialisé, ...). Il s'agit principalement d'entreprises privées (enseignement du sport et de loisirs, culturel, de conduite, de langues, d'informatique...)

Composantes du salaire: Salaire brut de base, allocation de renchérissement et 13^e salaire. Les primes et les commissions, les allocations familiales et les paiements en nature sont exclus du calcul.

Source: OFS – Indice suisse des salaires à partir des données du Service de centralisation des statistiques de l'assurance-accidents (SSAA)

© OFS – Encyclopédie statistique de la Suisse, Neuchâtel 2015

Renseignements: Section des salaires et des conditions de travail, 058 463 64 29, lohn@bfs.admin.ch

T2.10 Indice des salaires réels, 2012–2014

Branches économiques (NOGA08)			Poids en %	Indice (Base 2010=100)			Variation en % par rapport à l'année précédente		
				2012	2013	2014	2012	2013	2014
B-S	05–96	TOTAL	100	102,3	103,3	104,1	1,5	1,0	0,8
B-F	05–43	SECTEUR SECONDAIRE	28,0	102,1	103,0	103,9	1,4	0,9	0,9
B, D, E	05–09/ 35–39	Industries extractives, production et distribution d'énergie et d'eau; gestion des déchets	1,1	102,0	102,2	102,7	0,7	0,3	0,5
C	10–33	Industries manufacturières	19,2	102,0	103,0	104,2	1,4	1,0	1,1
CA	10–12	Industries alimentaires et du tabac	1,9	101,1	101,4	102,7	1,1	0,2	1,3
CC	16–18	Industries du bois et du papier; imprimerie	1,9	102,0	102,8	103,0	1,4	0,8	0,2
CD, CE, CF	19–21	Cokéfaction et raffinage, Industrie chimique et pharmaceutique	2,9	103,4	104,6	105,5	2,1	1,2	0,8
CG	22/23	Industries du caoutchouc, du plastique et produits minéraux non métalliques	1,0	102,5	103,2	105,1	1,6	0,6	1,9
CH	24/25	Metallurgie et fabrication de produits métalliques	2,7	101,6	102,1	103,7	0,9	0,5	1,5
CI, CJ	26/27	Fabrication de produits informatiques et électroniques, d'équipements électriques, optique, horlogerie	4,7	101,4	102,6	104,3	1,0	1,2	1,6
CK, CL	28–30	Fabrication de machines, équipements et matériels de transport	2,8	102,5	104,3	105,0	1,6	1,8	0,6
CM	31–33	Autres industries manufacturières; réparation et installation	1,3	102,6	102,9	103,6	1,3	0,3	0,7
F	41–43	Construction	7,6	102,2	103,0	103,5	1,4	0,7	0,5
G-S	45–96	SECTEUR TERTIAIRE	72,0	102,3	103,4	104,1	1,6	1,0	0,7
G	45–47	Commerce	15,3	102,7	103,6	104,4	1,6	0,9	0,8
G	45	Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	1,5	101,5	102,6	104,0	0,7	1,1	1,3
G	46	Commerce de gros	6,1	102,3	102,5	103,5	1,5	0,2	1,0
G	47	Commerce de détail	7,6	103,3	104,7	105,2	1,8	1,3	0,5
H	49–53	Transports et courrier	5,7	102,0	102,8	102,4	1,5	0,8	–0,4
H	49–52	Transports et entreposage	4,6	101,8	102,6	101,9	1,4	0,8	–0,7
H	53	Activités de poste et de courrier	1,1	102,5	103,3	104,3	2,2	0,7	1,0
I	55/56	Hébergement et restauration	3,7	102,9	103,4	104,6	3,1	0,6	1,1
J	58–63	Edition, diffusion, télécommunications, activités informatiques	3,9	102,6	103,9	105,0	1,1	1,3	1,1
JA, JB	58–61	Édition, audiovisuel et diffusion, télécommunications	1,7	101,9	102,4	103,3	1,4	0,5	0,9
JC	62–63	Activités informatiques et services d'information	2,2	103,1	105,1	106,4	0,9	1,9	1,2
K	64–66	Activités financières et assurance	9,6	102,8	103,9	105,3	1,6	1,0	1,3
K	64/66	Activités des services financiers, activités auxiliaires de services financiers et d'assurance	7,1	102,3	103,6	105,0	1,4	1,2	1,3
K	65	Assurance	2,5	104,2	104,6	106,0	2,2	0,3	1,4
M	69–75	Activités spécialisées, scientifiques et techniques	7,3	102,6	104,9	105,2	2,0	2,2	0,3
N	77–82	Activités de services administratifs et de soutien	3,1	102,0	103,2	104,2	1,5	1,2	1,0
O	84	Administration publique	5,3	101,4	102,7	103,1	1,6	1,3	0,4
P	85	Enseignement*	5,1	102,5	102,8	104,5	1,7	0,4	1,7
Q	86–88	Santé, hébergement médico-social et action sociale	10,7	101,6	102,4	102,4	1,0	0,7	0,1
R, S	90–96	Arts, spectacles et activités récréatives, autres activités de services	2,3	102,5	102,7	105,3	2,4	0,2	2,5

* NOGA85 Enseignement: Cette branche inclut toute personne salariée d'une entreprise qui dispense un enseignement (enseignants, personnel administratif et technique, personnel spécialisé, ...). Il s'agit principalement d'entreprises privées (enseignement du sport et de loisirs, culturel, de conduite, de langues, d'informatique...)

Composantes du salaire: Salaire brut de base, allocation de renchérissement et 13^e salaire. Les primes et les commissions, les allocations familiales et les paiements en nature sont exclus du calcul.

Source: OFS – Indice suisse des salaires à partir des données du Service de centralisation des statistiques de l'assurance-accidents (SSAA)

© OFS – Encyclopédie statistique de la Suisse, Neuchâtel 2015

Renseignements: Section des salaires et des conditions de travail, 058 463 64 29, lohn@bfs.admin.ch

T 1.1.10 Indice des salaires nominaux, hommes, 2012–2014

Branches économiques (NOGA08)			Poids en %	Indice (Base 2010=100)			Variation en % par rapport à l'année précédente		
				2012	2013	2014	2012	2013	2014
B–S	05–96	TOTAL	66,4	101,7	102,5	103,2	0,8	0,8	0,7
B–F	05–43	SECTEUR SECONDAIRE	24,3	101,6	102,2	103,1	0,6	0,7	0,8
B, D, E	05–09/ 35–39	Industries extractives, production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	1,1	101,5	101,5	102,0	0,0	0,0	0,5
C	10–33	Industries manufacturières	15,5	101,5	102,3	103,3	0,6	0,8	1,1
F	41–43	Construction	7,6	101,7	102,3	102,8	0,7	0,5	0,5
G–S	45–96	SECTEUR TERTIAIRE	42,2	101,8	102,7	103,3	0,8	0,8	0,6
G	45–47	Commerce, réparation d'automobiles et motocycles	9	101,9	102,4	102,9	0,7	0,5	0,4
H	49–53	Transports et entreposage, Poste et courrier	4,5	101,4	101,9	101,4	0,9	0,5	–0,5
I	55/56	Hébergement et restauration	1,8	101,9	102,6	103,4	1,9	0,7	0,8
J	58–63	Infomation et communication	3,4	102,2	103,4	104,5	0,3	1,2	1,0
K	64/66	Activités financières et d'assurance	6,3	102,1	102,9	104,2	0,7	0,8	1,3
M	69–75	Activités spécialisées scientifiques et techniques	4,8	102,0	104,1	104,0	1,2	2,0	–0,1
N	77–82	Activités de services administratifs et de soutien	2	101,3	102,4	103,4	0,8	1,1	0,9
O	84	Administration publique	3,6	101,0	102,0	102,3	1,0	0,9	0,3
P	85	Enseignement	2,7	102,2	102,3	104,0	0,9	0,1	1,6
Q	86–88	Santé, Hébergement médico-social et action sociale	3	101,5	102,3	102,5	0,3	0,7	0,3
R, S	90–96	Arts, spectacles et activités récréatives, autres activités de services	1,2	102,3	102,2	104,2	1,5	–0,1	2,0

* NOGA85 Enseignement: Cette branche inclut toute personne salariée d'une entreprise qui dispense un enseignement (enseignants, personnel administratif et technique, personnel spécialisé, ...). Il s'agit principalement d'entreprises privées (enseignement du sport et de loisirs, culturel, de conduite, de langues, d'informatique...)

Composantes du salaire: Salaire brut de base, allocation de renchérissement et 13^e salaire. Les primes et les commissions, les allocations familiales et les paiements en nature sont exclus du calcul.

Source: OFS – Indice suisse des salaires à partir des données du Service de centralisation des statistiques de l'assurance-accidents (SSAA)

© OFS – Encyclopédie statistique de la Suisse, Neuchâtel 2015

Renseignements: Section des salaires et des conditions de travail, 058 463 64 29, lohn@bfs.admin.ch

T 1.2.10 Indice des salaires nominaux, femmes, 2012–2014

Branches économiques (NOGA08)			Poids en %	Indice (Base 2010=100)			Variation en % par rapport à l'année précédente		
				2012	2013	2014	2012	2013	2014
B-S	05–96	TOTAL	33,6	102,0	102,6	103,6	1,0	0,7	1,0
B-F	05–43	SECTEUR SECONDAIRE	3,7	102,0	102,7	104,1	0,9	0,7	1,3
B, D, E	05–09/ 35–39	Industries extractives, production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	–	–	–	–	–	–	–
C	10–33	Industries manufacturières	3,7	102,0	102,7	104,1	0,9	0,7	1,3
F	41–43	Construction	–	–	–	–	–	–	–
G-S	45–96	SECTEUR TERTIAIRE	29,8	101,9	102,6	103,6	1,0	0,7	0,9
G	45–47	Commerce, réparation d'automobiles et motocycles	6,3	102,7	103,5	104,8	1,1	0,8	1,2
H	49–53	Transports et entreposage, Poste et courrier	1,2	101,9	102,7	102,6	0,6	0,8	–0,2
I	55/56	Hébergement et restauration	1,9	102,9	102,9	104,3	2,9	0,0	1,4
J	58–63	Infomation et communication	0,5	101,6	101,9	103,1	0,8	0,2	1,2
K	64/66	Activités financières et d'assurance	3,3	102,8	103,6	105,1	1,3	0,7	1,5
M	69–75	Activités spécialisées scientifiques et techniques	2,5	102,3	104,3	105,2	1,3	2,0	0,9
N	77–82	Activités de services administratifs et de soutien	1,1	101,8	102,6	103,7	0,9	0,8	1,1
O	84	Administration publique	1,7	100,7	102,0	102,4	0,6	1,4	0,4
P	85	Enseignement	2,4	101,7	101,9	103,6	1,0	0,2	1,7
Q	86–88	Santé, Hébergement médico-social et action sociale	7,7	101,0	101,5	101,4	0,3	0,4	0,0
R, S	90–96	Arts, spectacles et activités récréatives, autres activités de services	1,2	101,9	101,9	104,9	1,8	0,0	3,0

* NOGA85 Enseignement: Cette branche inclut toute personne salariée d'une entreprise qui dispense un enseignement (enseignants, personnel administratif et technique, personnel spécialisé, ...). Il s'agit principalement d'entreprises privées (enseignement du sport et de loisirs, culturel, de conduite, de langues, d'informatique...)

Composantes du salaire: Salaire brut de base, allocation de renchérissement et 13^e salaire. Les primes et les commissions, les allocations familiales et les paiements en nature sont exclus du calcul.

Source: OFS – Indice suisse des salaires à partir des données du Service de centralisation des statistiques de l'assurance-accidents (SSAA)

© OFS – Encyclopédie statistique de la Suisse, Neuchâtel 2015

Renseignements: Section des salaires et des conditions de travail, 058 463 64 29, lohn@bfs.admin.ch

T2.1.10 Indice des salaires réels, hommes, 2012–2014

Branches économiques (NOGA08)			Poids en %	Indice (Base 2010=100)			Variation en % par rapport à l'année précédente		
				2012	2013	2014	2012	2013	2014
B–S	05–96	TOTAL	66,4	102,2	103,2	103,9	1,5	1,0	0,7
B–F	05–43	SECTEUR SECONDAIRE	24,3	102,0	102,9	103,8	1,3	0,9	0,9
B, D, E	05–09/ 35–39	Industries extractives, production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	1,1	102,0	102,2	102,7	0,7	0,3	0,5
C	10–33	Industries manufacturières	15,5	101,9	103,0	104,0	1,3	1,0	1,1
F	41–43	Construction	7,6	102,2	103,0	103,5	1,4	0,7	0,5
G–S	45–96	SECTEUR TERTIAIRE	42,2	102,3	103,4	104,0	1,5	1,1	0,6
G	45–47	Commerce, réparation d'automobiles et motocycles	9	102,4	103,1	103,6	1,4	0,7	0,4
H	49–53	Transports et entreposage, Poste et courrier	4,5	101,9	102,6	102,1	1,6	0,7	–0,4
I	55/56	Hébergement et restauration	1,8	102,3	103,3	104,1	2,6	1,0	0,8
J	58–63	Infomation et communication	3,4	102,7	104,1	105,2	1,0	1,4	1,0
K	64/66	Activités financières et d'assurance	6,3	102,6	103,6	105,0	1,4	1,0	1,3
M	69–75	Activités spécialisées scientifiques et techniques	4,8	102,5	104,8	104,8	1,9	2,3	–0,1
N	77–82	Activités de services administratifs et de soutien	2	101,8	103,1	104,1	1,5	1,3	1,0
O	84	Administration publique	3,6	101,5	102,7	103,1	1,7	1,2	0,4
P	85	Enseignement	2,7	102,7	103,0	104,7	1,6	0,3	1,6
Q	86–88	Santé, Hébergement médico-social et action sociale	3	102,0	103,0	103,3	1,0	1,0	0,3
R, S	90–96	Arts, spectacles et activités récréatives, autres activités de services	1,2	102,7	102,9	104,9	2,2	0,2	2,0

* NOGA85 Enseignement : Cette branche inclut toute personne salariée d'une entreprise qui dispense un enseignement (enseignants, personnel administratif et technique, personnel spécialisé, ...). Il s'agit principalement d'entreprises privées (enseignement du sport et de loisirs, culturel, de conduite, de langues, d'informatique...)

Composantes du salaire: Salaire brut de base, allocation de renchérissement et 13^e salaire. Les primes et les commissions, les allocations familiales et les paiements en nature sont exclus du calcul.

Source: OFS – Indice suisse des salaires à partir des données du Service de centralisation des statistiques de l'assurance-accidents (SSAA)

© OFS – Encyclopédie statistique de la Suisse, Neuchâtel 2015

Renseignements: Section des salaires et des conditions de travail, 058 463 64 29, lohn@bfs.admin.ch

T2.2.10 Indice des salaires réels, femmes, 2012–2014

Branches économiques (NOGA08)			Poids en %	Indice (Base 2010=100)			Variation en % par rapport à l'année précédente		
				2012	2013	2014	2012	2013	2014
B-S	05–96	TOTAL	33,6	102,4	103,3	104,4	1,7	0,9	1,0
B-F	05–43	SECTEUR SECONDAIRE	3,7	102,5	103,4	104,8	1,6	0,9	1,4
B, D, E	05–09/ 35–39	Industries extractives, production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	–	–	–	–	–	–	–
C	10–33	Industries manufacturières	3,7	102,5	103,4	104,8	1,6	0,9	1,4
F	41–43	Construction	–	–	–	–	–	–	–
G-S	45–96	SECTEUR TERTIAIRE	29,8	102,4	103,3	104,3	1,7	0,9	0,9
G	45–47	Commerce, réparation d'automobiles et motocycles	6,3	103,2	104,2	105,5	1,8	1,0	1,2
H	49–53	Transports et entreposage, Poste et courrier	1,2	102,3	103,4	103,3	1,3	1,1	–0,1
I	55/56	Hébergement et restauration	1,9	103,4	103,6	105,0	3,6	0,2	1,4
J	58–63	Infomation et communication	0,5	102,1	102,6	103,8	1,5	0,5	1,2
K	64/66	Activités financières et d'assurance	3,3	103,3	104,3	105,8	2,0	0,9	1,5
M	69–75	Activités spécialisées scientifiques et techniques	2,5	102,8	105,0	106,0	2,0	2,2	0,9
N	77–82	Activités de services administratifs et de soutien	1,1	102,3	103,3	104,5	1,6	1,0	1,1
O	84	Administration publique	1,7	101,1	102,7	103,1	1,3	1,6	0,4
P	85	Enseignement	2,4	102,2	102,6	104,3	1,7	0,4	1,7
Q	86–88	Santé, Hébergement médico-social et action sociale	7,7	101,5	102,2	102,1	1,0	0,6	0,0
R, S	90–96	Arts, spectacles et activités récréatives, autres activités de services	1,2	102,4	102,6	105,7	2,5	0,2	3,0

* NOGA85 Enseignement: Cette branche inclut toute personne salariée d'une entreprise qui dispense un enseignement (enseignants, personnel administratif et technique, personnel spécialisé, ...). Il s'agit principalement d'entreprises privées (enseignement du sport et de loisirs, culturel, de conduite, de langues, d'informatique...)

Composantes du salaire: Salaire brut de base, allocation de renchérissement et 13^e salaire. Les primes et les commissions, les allocations familiales et les paiements en nature sont exclus du calcul.

Source: OFS – Indice suisse des salaires à partir des données du Service de centralisation des statistiques de l'assurance-accidents (SSAA)

© OFS – Encyclopédie statistique de la Suisse, Neuchâtel 2015

Renseignements: Section des salaires et des conditions de travail, 058 463 64 29, lohn@bfs.admin.ch

T39 Evolution des salaires nominaux, des prix à la consommation et des salaires réels, 1939–1977 (1/2)

Année	Salaires nominaux ¹						Prix à la consommation ²	Salaires réels					
	Indice (base 1939=100)			Variation par rapport à l'année précédente			Variation par rapport à l'année précédente	Indice (base 1939=100)			Variation par rapport à l'année précédente		
	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes		Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes
1939	100	100	100	7,8 ³			12,8 ³	100	100	100	-4,5 ³		
1940	–	–	–					–	–	–			
1941	–	–	–					–	–	–			
1942	125	125	127					87	87	88			
1943	134	133	138	7,1	6,5	8,6	3,8	90	89	92	3,2	2,7	4,8
1944	143	140	148	6,3	5,6	7,7	1,6	94	92	98	4,6	3,9	6,0
1945	153	149	163	7,5	6,1	10,2	0,0	101	98	108	7,4	6,0	10,1
1946	169	163	182	10,4	9,7	11,6	1,5	110	106	118	8,7	8,0	9,8
1947	183	175	198	8,0	7,6	8,6	5,3	113	108	122	2,6	2,3	3,2
1948	193	185	210	5,5	5,3	5,8	0,2	119	114	129	5,3	5,1	5,6
1949	195	187	211	1,0	1,2	0,7	-0,9	121	116	131	1,9	2,0	1,6
1950	197	189	213	1,1	1,1	0,9	-0,5	123	118	132	1,4	1,5	1,2
1951	206	197	222	4,4	4,4	4,4	5,7	121	116	131	-1,2	-1,2	-1,2
1952	212	204	229	2,9	3,1	2,8	0,7	124	119	134	2,2	2,3	2,0
1953	215	206	232	1,4	1,2	1,6	-0,3	126	121	136	1,8	1,7	2,1
1954	218	210	235	1,6	1,9	1,1	1,1	126	122	136	0,4	0,7	-0,2
1955	224	216	240	2,8	3,1	2,3	0,7	129	125	139	2,3	2,6	1,8
1956	233	225	251	4,2	4,1	4,3	1,9	132	128	142	2,3	2,2	2,5
1957	244	235	262	4,4	4,3	4,5	2,2	135	130	145	2,2	2,1	2,3
1958	252	245	269	3,6	4,1	2,8	1,3	138	134	147	2,3	2,8	1,5
1959	260	251	277	2,8	2,8	2,9	-0,8	143	139	153	3,6	3,6	3,7
1960	272	264	291	4,9	4,9	4,9	1,9	147	143	157	2,9	2,9	2,9
1961	289	280	308	6,2	6,2	6,1	1,9	153	149	164	4,2	4,2	4,1
1962	310	301	328	7,2	7,6	6,5	4,1	158	154	167	3,0	3,4	2,3
1963	332	324	352	7,5	7,5	7,3	3,8	164	159	173	3,6	3,6	3,4
1964	358	349	378	7,6	7,8	7,4	2,8	171	167	181	4,7	4,8	4,5
1965	384	374	406	7,2	7,1	7,3	4,0	176	172	186	3,1	3,0	3,2
1966	412	401	438	7,3	7,2	7,9	4,0	182	177	193	3,2	3,0	3,8
1967	439	426	467	6,4	6,4	6,6	4,0	186	181	198	2,3	2,3	2,5
1968	460	447	490	4,9	4,8	5,1	2,2	191	186	204	2,6	2,5	2,8
1969	488	467	522	6,1	4,6	6,4	2,3	198	190	212	3,7	2,2	4,0
1970	534	510	576	9,5	9,2	10,4	4,9	207	198	223	4,4	4,2	5,2
1971	601	574	648	12,4	12,4	12,6	6,6	218	209	236	5,4	5,5	5,7
1972	667	637	719	11,0	11,1	11,0	7,3	226	216	244	3,4	3,5	3,4
1973	747	713	808	12,0	11,9	12,4	9,5	231	221	250	2,3	2,2	2,7
1974	838	800	908	12,2	12,1	12,4	9,8	236	225	256	2,2	2,2	2,4
1975	901	859	976	7,4	7,4	7,5	4,8	242	231	262	2,5	2,4	2,5
1976	920	875	1005	2,2	1,9	2,9	1,0	245	233	267	1,2	0,8	1,9
1977	942	897	1025	2,4	2,6	2,0	1,6	247	235	269	0,8	1,0	0,5

¹ Jusqu'en 1993: à partir des résultats de l'enquête d'octobre sur les salaires et traitements. Dès 1994: à partir des données fournies par le Service de centralisation des statistiques de l'assurance-accidents (SSAA).

² Jusqu'en 1993: indice des prix à la consommation au mois d'octobre. Dès 1994: variation annuelle moyenne en %

³ 1939–1942: variation annuelle moyenne en %

Source: OFS – Indice suisse des salaires, Indice des prix à la consommation

© OFS – Encyclopédie statistique de la Suisse, Neuchâtel 2015

Renseignements: Section des salaires et des conditions de travail, 058 463 64 29, lohn@bfs.admin.ch

T39 Evolution des salaires nominaux, des prix à la consommation et des salaires réels, 1978–2014 (2/2)

Année	Salaires nominaux ¹						Prix à la consommation ²	Salaires réels					
	Indice (base 1939=100)			Variation par rapport à l'année précédente			Variation par rapport à l'année précédente	Indice (base 1939=100)			Variation par rapport à l'année précédente		
	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes		Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes
1978	972	924	1064	3,1	3,0	3,8	0,4	254	241	277	2,7	2,5	3,3
1979	1004	955	1101	3,4	3,3	3,5	5,0	250	237	274	-1,5	-1,6	-1,4
1980	1058	1005	1162	5,3	5,2	5,6	3,6	254	241	279	1,6	1,6	1,9
1981	1124	1067	1239	6,3	6,2	6,6	7,3	251	238	277	-1,0	-1,0	-0,7
1982	1203	1143	1322	7,0	7,1	6,7	6,2	253	241	278	0,8	0,9	0,5
1983	1248	1186	1371	3,8	3,8	3,8	1,4	259	246	285	2,3	2,3	2,3
1984	1283	1218	1411	2,7	2,7	2,9	3,1	258	245	284	-0,4	-0,4	-0,2
1985	1323	1256	1459	3,1	3,1	3,4	3,0	259	246	285	0,2	0,1	0,4
1986	1370	1300	1516	3,6	3,5	3,9	0,4	267	253	295	3,2	3,2	3,5
1987	1403	1330	1557	2,4	2,3	2,7	2,0	268	254	298	0,4	0,3	0,7
1988	1452	1375	1615	3,4	3,4	3,7	1,8	273	258	303	1,7	1,6	1,9
1989	1507	1427	1680	3,8	3,8	4,0	3,6	274	259	304	0,2	0,2	0,4
1990	1595	1511	1775	5,9	5,9	5,7	6,4	272	257	302	-0,5	-0,5	-0,7
1991	1706	1619	1887	7,0	7,2	6,3	5,1	277	262	306	1,8	1,9	1,1
1992	1788	1699	1969	4,8	4,9	4,3	3,5	280	266	308	1,2	1,3	0,8
1993	1836	1743	2024	2,7	2,6	2,8	3,4	278	264	306	-0,7	-0,7	-0,5
1994	1862	1769	2051	1,5	1,5	1,4	0,9	280	265	308	0,5	0,6	0,4
1995	1887	1789	2087	1,3	1,1	1,8	1,8	279	264	307	-0,5	-0,6	0,0
1996	1910	1811	2117	1,3	1,2	1,4	0,8	280	265	309	0,5	0,4	0,6
1997	1919	1818	2130	0,5	0,4	0,6	0,5	280	265	310	0,0	-0,1	0,1
1998	1932	1832	2142	0,7	0,7	0,5	0,0	282	266	311	0,6	0,7	0,5
1999	1938	1835	2156	0,3	0,1	0,7	0,8	280	265	311	-0,5	-0,7	-0,1
2000	1963	1856	2190	1,3	1,2	1,6	1,6	279	264	311	-0,3	-0,4	0,0
2001	2011	1902	2245	2,5	2,5	2,5	1,0	284	268	316	1,5	1,5	1,5
2002	2047	1933	2296	1,8	1,6	2,3	0,6	287	270	321	1,1	1,0	1,6
2003	2076	1958	2334	1,4	1,3	1,7	0,6	289	272	324	0,8	0,7	1,0
2004	2095	1975	2360	0,9	0,9	1,1	0,8	289	272	325	0,1	0,1	0,3
2005	2115	1992	2386	1,0	0,9	1,1	1,2	289	271	325	-0,2	-0,3	-0,1
2006	2140	2014	2417	1,2	1,1	1,3	1,1	289	271	326	0,1	0,1	0,2
2007	2175	2047	2454	1,6	1,6	1,5	0,7	292	274	328	0,9	0,9	0,8
2008	2219	2092	2499	2,0	2,2	1,8	2,4	290	273	326	-0,4	-0,2	-0,6
2009	2266	2136	2552	2,1	2,1	2,1	-0,5	298	280	335	2,6	2,6	2,6
2010	2285	2151	2579	0,8	0,7	1,1	0,7	298	280	336	0,1	0,0	0,4
2011	2306	2171	2604	1,0	1,0	1,0	0,2	301	282	338	0,7	0,7	0,7
2012	2326	2188	2630	0,8	0,8	1,0	-0,7	305	286	344	1,5	1,5	1,7
2013	2343	2204	2648	0,7	0,8	0,7	-0,2	308	289	347	1,0	1,0	0,9
2014	2361	2220	2673	0,8	0,7	1,0	0,0	311	291	351	0,8	0,7	1,0

¹ Jusqu'en 1993: à partir des résultats de l'enquête d'octobre sur les salaires et traitements. Dès 1994: à partir des données fournies par le Service de centralisation des statistiques de l'assurance-accidents (SSAA).

² Jusqu'en 1993: indice des prix à la consommation au mois d'octobre. Dès 1994: variation annuelle moyenne en %

Source: OFS – Indice suisse des salaires, Indice des prix à la consommation

© OFS – Encyclopédie statistique de la Suisse, Neuchâtel 2015

Renseignements: Section des salaires et des conditions de travail, 058 463 64 29, lohn@bfs.admin.ch

Programme des publications de l'OFS

En sa qualité de service central de statistique de la Confédération, l'Office fédéral de la statistique (OFS) a pour tâche de rendre les informations statistiques accessibles à un large public.

L'information statistique est diffusée par domaine (cf. verso de la première page de couverture); elle emprunte diverses voies:

Moyen de diffusion

Service de renseignements individuels

L'OFS sur Internet

Communiqués de presse: information rapide concernant les résultats les plus récents

Publications: information approfondie

Données interactives (banques de données, accessibles en ligne)

Contact

058 463 60 11
info@bfs.admin.ch

www.statistique.admin.ch

www.news-stat.admin.ch

058 463 60 60
order@bfs.admin.ch

www.stattab.bfs.admin.ch

Informations sur les divers moyens de diffusion sur Internet à l'adresse
www.statistique.admin.ch → Services → Les publications de Statistique suisse

Statistique de l'évolution des salaires

Les résultats de l'évolution des salaires s'inscrivent dans le domaine 3 «Vie active et rémunération du travail». Les premiers résultats sont présentés au public sous forme de communiqué de presse, vers le début de l'année, pour les résultats de l'année précédente.

D'autres informations concernant les conditions de travail sont fournies par diverses sections de l'OFS:

- Section des salaires et des conditions de travail: résultats de l'enquête sur la structure des salaires (ESS) et statistiques à partir des conventions collectives de travail (CCT).
- Section de la vie active et du marché du travail: résultats de l'enquête suisse sur la population active (ESPA) et les statistiques sur la durée normale du travail dans les entreprises.

Depuis 1994, la statistique de l'évolution des salaires est établie à partir des données fournies par le Service de centralisation des statistiques de l'assurance-accidents (SSAA). Le principal objet de cette statistique est l'indice suisse des salaires (ISS). Cette statistique permet de mesurer les variations salariales moyennes dans les branches économiques des secteurs secondaire et tertiaire. Les principaux résultats de 2014, publiés selon la nomenclature des activités économiques NOGA2008, sont exposés en détail dans la présente publication.

N° de commande

166-1401

Commandes

Tél. 058 463 60 60

Fax 058 463 60 61

order@bfs.admin.ch

Prix

5 francs (TVA excl.)

ISBN 978-3-303-03280-0